

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

Lebon, F. (2002). *Culture et citoyenneté. Pour un développement culturel durable*. Bruxelles :  
Ministère de la Communauté française Wallonie-Bruxelles.

par Yves Laberge

*Revue des sciences de l'éducation*, vol. 30, n° 1, 2004, p. 207-208.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/011784ar>

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/documentation/eruditPolitiqueUtilisation.pdf>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [erudit@umontreal.ca](mailto:erudit@umontreal.ca)

Lebon, F. (2002). *Culture et citoyenneté. Pour un développement culturel durable*. Bruxelles: Ministère de la Communauté française Wallonie-Bruxelles.

Cet imposant collectif de plus de 80 articles brefs et de près d'une centaine d'auteurs (universitaires, mais aussi enseignants, praticiens et artistes), prolonge un colloque international du Service de l'éducation permanente du ministère de la Communauté française de Wallonie-Bruxelles.

L'ouvrage se subdivise en cinq parties. Le premier chapitre propose l'avènement d'un «développement durable de la culture», centré sur la citoyenneté, afin de renouveler l'espace public. La partie suivante, sur «les enjeux du développement culturel durable», couvre la moitié de l'ouvrage et comprend, entre autres, un texte d'Isabelle Stengers intitulé «Prendre au sérieux la dimension culturelle des sciences et des techniques», dans lequel celle-ci s'interroge sur ce que serait une science «dominée par l'opinion» publique, c'est-à-dire par des «non-scientifiques» (p. 193). Beaucoup plus brève, la troisième partie fait intervenir les «autres politiques de développement», notamment l'économie et la pédagogie. Les textes sur le thème «culture et école» réaffirment la nécessité pour l'école de préparer des citoyens responsables, mais on constate dans les faits que «la réalité semble avoir du mal à se conformer à cette conception idéale» (p. 326). Une solution possible serait de faire appel à des compétences extérieures à l'école, en organisant des rencontres avec des artistes, et à intensifier les activités pédagogiques dans des institutions comme les musées. En misant ainsi sur une pédagogie du projet, ces activités seraient encadrées par les enseignants et gagneraient une dimension plus concrète pour les élèves. La quatrième partie propose des applications pratiques des propositions précédentes, avec des textes sur le financement, le partenariat, le mécénat, entre les institutions scolaires et le monde culturel, tout en réaffirmant, comme l'explique Yves Winkin, «que la culture contemporaine n'est plus seulement la "culture cultivée" des politiques culturelles traditionnelles» (p. 420). La dernière partie de l'ouvrage se concentre sur la récente évolution des politiques culturelles de la Belgique, mais lorsqu'il y est question du «déclin de l'État-Providence» et de «l'évolution lente» (p. 480) de l'action culturelle en soi, ne pouvons-nous pas y déceler un malaise et des symptômes qui nous sont trop familiers? Plusieurs textes examinent les modes d'évaluation de ces politiques culturelles. Coopération, diversification, décloisonnement, démocratisation sont les maîtres mots employés dans les derniers articles, afin de composer avec ce que Rocco Vitali nomme lucidement «les nouveaux lieux de pouvoir» (p. 490).

L'éducation à la citoyenneté reste un domaine de recherche assez nouveau et les publications comme celle-ci ont l'avantage d'offrir de vastes perspectives qui ne manqueront pas d'inspirer enseignants et chercheurs en politiques publiques.

Un précieux index des mots clés indique des dizaines de thèmes (p. 503-507). Ce rapport, accessible sur l'internet (<http://www.educperm.cfwb.be/>) ou en version sur papier (522 pages).

Yves Laberge  
Institut québécois des hautes études internationales, Québec

\* \* \*

Moisset, J.-J., Plante, J. et Toussaint, P. (dir.) (2003). *La gestion des ressources humaines pour la réussite scolaire*. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Cet ouvrage, de plus d'une dizaine d'auteurs, constitue une ressource précieuse tant pour les programmes universitaires en administration scolaire que pour l'administration des écoles. En ce qui concerne les professeurs et les étudiants universitaires, l'ouvrage abonde en références scientifiques dans plusieurs domaines. Ainsi, il assure aux lecteurs les pistes nécessaires pour poursuivre leurs recherches. Même si l'on voit l'ensemble de l'appareil « scientifique » dans le volume, cela n'empêche pas celui-ci de présenter une orientation claire pour assurer une meilleure pratique de la gestion des ressources humaines à l'école.

Divisé en cinq parties, le volume, d'une cohérence impressionnante, débute par des propos d'ordre général qui décrivent la problématique de la gestion scolaire en la situant face à la science de la gestion en général. Cette partie contient également un chapitre sur la situation scolaire québécoise. Ensuite, les trois parties principales abordent successivement l'acquisition, la conservation et le développement des ressources humaines. Enfin, la cinquième partie consiste en une présentation de « quelques dimensions et enjeux majeurs de la gestion des ressources humaines... » (p. 4). En plus de la logique notée, ce qui en fait un excellent manuel pour un cours d'introduction à la gestion scolaire, l'ouvrage aborde, entre autres, la planification en gestion, l'analyse et l'évaluation des emplois, la sélection du personnel, le rôle des conventions collectives pour ne nommer que quelques-uns des sujets qui aideront certainement les administrateurs scolaires. Par ailleurs, il faut féliciter les responsables d'avoir inclus le chapitre 15 qui informe sur la « supposée » féminisation des écoles. Dans ce chapitre, les auteurs soulignent bien le caractère idéologique de beaucoup d'écrits dans le domaine. Devant l'importance capitale pour le système d'éducation de recruter les meilleurs administrateurs pour les écoles, il faut absolument se méfier des mythes idéologiques sexistes même s'ils dominent dans la presse populaire.